

Confluences Méditerranée, 15 janvier 2011

Nouvelles de Tunisie

Après un tour d'horizon à travers divers contacts dispersés en Tunisie, il apparaît que la situation est terriblement anxiogène pour les Tunisiens.

Certes, la grande majorité est fière et heureuse de ce que la jeunesse a réalisé. La surprise est forte et la joie globalement très partagée. Ben Ali est parti et le sentiment de soulagement habite la plupart des citoyens, mais certainement pas tous et c'est bien là que commencent les difficultés.

La révolution est passée, il convient donc à présent de convertir cet événement en un nouvel élan à caractère démocratique afin de construire un meilleur avenir pour la population. En d'autres termes, rétablir le calme et la sérénité pour préparer l'avenir dans un cadre d'Etat de droit et dans le respect de la loi.

Or tout le monde n'y a pas intérêt aujourd'hui : les « vassaux » de Ben Ali, nombreux et à tous les niveaux, ont intérêt à décrédibiliser la « révolution du jasmin » pour créer le retour de l'homme providentiel que serait alors Ben Ali. Les sombres perspectives d'un avenir sans Ben Ali et sa famille poussent ces « vassaux » à une stratégie du chaos.

C'est ainsi que les grandes villes s'organisent en quartiers avec des milices d'autoprotection pour essayer de préserver personnes et biens en attendant que l'ordre soit rétabli. Les familles se barricadent tandis que les hommes s'organisent à l'extérieur espérant être assez dissuasifs pour écarter les bandes. Il semble que cette organisation se fasse avec, en certains points au moins, une liaison avec l'armée.

La menace sur les particuliers est, semble-t-il, de trois ordres :

- Des bandes de « fidèles » de Ben Ali, issus de la police et des milices qui, après avoir ouvert quelques prisons, conduisent des actions de violences et de pillages, quand ce ne sont pas des agressions pures et simples pour créer l'instabilité et montrer l'échec de la « révolution » ;
- Des bandes de jeunes qui conduisent des opérations vengeresses sur les biens des proches du président en fuite (villas, magasins, grandes surfaces) voire des représentations de l'Etat (commissariats). Ces bandes ont jusqu'alors épargné les personnes ce qui n'est pas le cas des premières.
- Enfin, comme toujours, des casseurs profiteurs qui essaient de récupérer l'événement à leurs profit criminel.

Quand et comment cette situation va-t-elle évoluer ? Toute la question est là, d'autant plus qu'il semble que la police n'ait plus la confiance de la population. Dès lors, tout repose sur l'armée décrite comme le rempart ultime. A-t-elle les moyens de cette gigantesque mission ?

Le pouvoir appelle la population à revenir dans la rue et à reprendre ses activités normales. Mais ces appels semblent peu mobilisateurs pour l'heure car tous ont peur de ces bandes et spécialement des premières, brutales, armées et équipées qui agissent comme s'il s'agissait de leur dernier combat.

D'ailleurs des informations émergent qui montrent que les règlements de compte sont d'actualité et que l'inquiétude des « vassaux » de Ben Ali est fondée.

Il faut espérer que les choses se stabilisent et que les forces démocratiques trouvent les moyens et la volonté de s'affirmer pour ne pas laisser la place à pire que ce qui est parti. Ce n'est pour l'instant pas gagné en dépit des discours tenus dans les médias français.

Le calme une fois revenu, il faudra trouver, dans un temps extrêmement bref une capacité à gouverner le pays conjointement entre forces démocrates et acteurs du régime précédent. En effet, ces derniers qu'il semble illusoire de vouloir éliminer de la vie politique, bénéficient d'une machine politique qui manque aux démocrates. Si cette alchimie n'est pas réalisée, ce sont les extrémistes, qui déjà se mettent en ordre de marche, qui profiteront des « chikayas » redoutés.

Pour autant, le choix de la voie à emprunter pour réussir ce pari appartient aux seuls Tunisiens. Aujourd'hui, deux directions prioritaires s'offrent à la réflexion des amis du peuple tunisien et plus généralement des peuples de la région :

- Comment réagir aux conséquences attendues sur les autres pays du Maghreb. La « révolution du jasmin » et surtout ses conséquences quant au régime politique en Tunisie, ne seront pas sans effet sur les Etats du Maghreb et leurs populations. Divers scénarios sont possibles auxquels il conviendra de s'adapter.
- Comment mobiliser les forces françaises et européennes pour soutenir cette révolution, sous réserve qu'elle prenne un tour démocratique, afin d'aider puissamment ce pays à repartir avec dynamisme et faire que cet événement devienne un exemple à suivre pour les autres ?

L'enjeu est essentiel, l'échec de cette « révolution » renverrait tout progrès dans la région à un horizon lointain et plongerait ces pays dans des dictatures encore plus confortées.

Jean François Coustillière

Consultant indépendant sur les questions méditerranéennes

15 janvier 2011